

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 04 – du 19 janvier au 26 janvier 2023

ZOOM SUR : LA NOUVELLE LOI SUR L'INVESTISSEMENT EN JORDANIE

Inscrite parmi les repères structurels du programme FMI en cours, la Loi sur l'investissement avait pour objectif de clarifier et simplifier le cadre réglementaire afin de rendre le pays plus attractif aux yeux des investisseurs mais surtout de réduire les niches et échappatoires fiscales. La loi est pour l'instant imprécise et soulève de nombreuses interrogations sur l'impact qu'elle aura sur les investisseurs. Des décrets d'application à paraître début 2023 pourraient clarifier certains éléments.

La nouvelle loi sur l'investissement modifie le cadre institutionnel. La nouvelle loi définit le rôle de deux nouvelles entités.

(i) Le Conseil de l'investissement qui doit définir la politique publique relative à l'investissement en veillant à ce que les secteurs cibles soient conformes à l'ensemble des stratégies existantes du pays. Présidé par le Premier ministre, le conseil devrait se réunir à rythme trimestriel. Il se composera de six autorités publiques et six représentants du secteur privé.

(ii) Le Comité sur les incitations, qui devrait être présidé par un membre du gouvernement, proposera au Conseil des ministres tout plan, incitation, avantage ou exemption concernant les activités économiques sur l'ensemble du territoire jordanien. Il sera composé de quatre ministres. Le pouvoir du ministre de l'Investissement reste limité à un rôle exécutif, il jouera le rôle de secrétariat général pour les deux comités créés.

Certaines dispositions de la nouvelle loi méritent des clarifications qui pourront être apportées par les décrets d'application. Le cadre relatif aux incitations fiscales reste peu précis dans l'attente de ces décrets mais le Parlement a d'ores et déjà souhaité ajouter à la loi un certain nombre de critères pour l'octroi des incitations. Des incitations seront également accordées pour des projets stratégiques. Les changements sur l'octroi des incitations ne devront pas impacter les investisseurs présents en Jordanie à court terme, puisqu'ils sont non-rétroactifs pour au moins sept ans si aucun délai n'est prévu dans leur contrat. Concernant le règlement des différends, la nouvelle loi ne change pas les procédures existantes. Si le contrat n'inclut pas de dispositions spécifiques en la matière, le droit interne de la Jordanie ou les règles du droit international peuvent être appliquées au choix de l'investisseur. La nouvelle loi devrait amoindrir les restrictions au capital étranger en place par des décrets d'application, à la fois sur les parts jordaniennes dans les entreprises et sur le recrutement de non-jordaniens. La question des zones franches est traitée de manière quasiment similaire que dans la loi précédente.

Service Économique d'Amman



ÉGYPTE

1. FITCH SOLUTIONS PRÉVOIT 11,6 M DE TOURISTES ET 13,6 MDS\$ DE RECETTES TOURISTIQUES POUR 2023

Le Ministre du Tourisme a récemment déclaré vouloir attirer jusqu'à 30 M de touristes et 30 Mds USD de recettes touristiques dans le pays d'ici 2028. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement souhaite que le secteur privé construise au moins 290 000 nouvelles chambres d'hôtel mais aussi une amélioration des services afin d'augmenter la dépense moyenne par touriste. Au-delà de l'augmentation de la capacité hôtelière, si l'Égypte ne propose pas davantage de vols à bas prix, les arrivées pourraient se limiter à 15 M de touristes par an. Dans ce contexte, le Ministère du tourisme annonce vouloir se coordonner avec le Ministère de l'aviation civile pour doubler le nombre de vols à bas prix vers l'Égypte et améliorer les services aéroportuaires.

2. LA SOCIÉTÉ ISLAMIQUE INTERNATIONALE DE FINANCEMENT DU COMMERCE (ITFC) ALLOUE 1,5 M\$ À L'ÉGYPTE EN SOUTIEN AUX IMPORTATIONS D'ÉNERGIE ET PRODUITS DE BASE.

Ce financement s'inscrit dans le cadre d'un accord de crédit signé en 2018 entre l'Égypte et l'ITFC, portant sur un volume de crédit de 6 Mds USD, et qui vise à financer les importations égyptiennes d'énergie (pétrole, etc...) et produits de base (blé, denrées alimentaires, etc...) alors que la guerre en Ukraine a renchéri les cours des importations de denrées alimentaires et de carburant, déjà élevés dans un contexte post-covid inflationniste. L'ITFC a également lancé une académie avec l'Agence de développement des micros, petites et moyennes entreprises (MSMEDA) et le Ministère du Commerce et de l'Industrie, partenariat destiné à renforcer les capacités des entrepreneurs égyptiens et à intégrer leurs produits et services dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, alors que pour rappel, le gouvernement fait de la hausse des exportations, un nouvel axe important de sa politique économique.

3. LA BANQUE CENTRALE DE RUSSIE AJOUTE LA LIVRE ÉGYPTIENNE À SA LISTE DE DEVISES ÉCHANGEABLES.

La Banque Centrale de Russie a ajouté neuf devises à sa liste de devises échangeables avec le rouble, dont la livre égyptienne, et ce à compter du 18 janvier. Le

taux de change officiel entre la livre égyptienne (EGP) et le rouble russe, selon le site web de la Banque Centrale de Russie, a été fixé à 1 EGP pour 2,3 roubles. Depuis septembre, la Russie et l'Égypte effectuent leurs transactions commerciales dans leurs deux monnaies locales. Par ailleurs, selon l'ambassadeur russe au Caire, la Russie serait toujours en négociation avec la Banque Centrale d'Égypte pour l'approbation de ses cartes de paiement « Mir » en Égypte pour permettre aux citoyens russes d'effectuer des paiements à l'étranger via ce système.

IRAK

1. REMPLACEMENT DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE.

Le Premier Ministre Mohammed Chia al-Soudani, en poste depuis octobre 2022, a annoncé le 23 janvier la démission du Gouverneur de la Banque Centrale irakienne (BCi), Ghaleb Mukheef, et le départ à la retraite du président de la Trade Bank of Irak (TBi), Salim al-Chalabi. Ces annonces interviennent sur fond de mécontentement populaire lié à la dépréciation continue du dinar irakien face au dollar sur le marché parallèle depuis la mi-décembre. M. Ghaleb Mukheef a été remplacé par M. Ali Mohsen Al Alaq, ancien Gouverneur de la BCi (2014-2020), en tant que Gouverneur par intérim. M. Bilal Hamdani, Président depuis 2016 de l'*Industrial Bank of Iraq*, assurera quant à lui l'intérim de Salim al-Chalabi à la tête de la TBi.

2. DÉPRÉCIATION CONTINUE DU DINAR IRAKIEN.

Le 20 janvier, le dinar a enregistré son niveau le plus bas depuis 2004 (le dollar s'échangeait contre 1 670 IQD dans les bureaux de change, soit une dégradation du taux dinar de près de 12% par rapport à novembre 2022). Pour mémoire, cette dépréciation est principalement due à un renforcement des mesures de la BCi visant à lutter contre la criminalité financière et contre le contournement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran. Ces renforcements se sont traduits par une baisse de la quantité de dollars fournie par la *Federal Reserve Bank* de New York - où sont hébergés les revenus des exportations pétrolières de l'Irak - à la BCi, faisant chuter le cours du dinar face au dollar dans les bureaux de change. La *Federal Reserve Bank* de New York fournissait à la BCi 107 M USD par jour au mois de décembre 2022,



contre une moyenne journalière de 236,3 M USD entre mai et octobre 2022.

IRAN

1. ACTIONS DU NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE.

Mohammad Reza Farzin a fait de la stabilisation du taux de change l'un des deux objectifs de son mandat avec la maîtrise de l'inflation. Il a exposé les premières mesures prises à cette fin :

(i) La diplomatie monétaire avec le Qatar, les E.A.U, l'Irak et la Chine, pays dans lesquels M. Farzin s'est successivement rendu, aurait permis d'offrir 300 M\$ des 10 Mds\$ détenus par la Banque Centrale d'Iran dans les livres de la Trade Bank of Iraq sur le marché NIMA pour les importateurs de biens essentiels, et de raccourcir les délais de mise à disposition des réserves en devises détenues en Chine de 21 à 2 jours ;

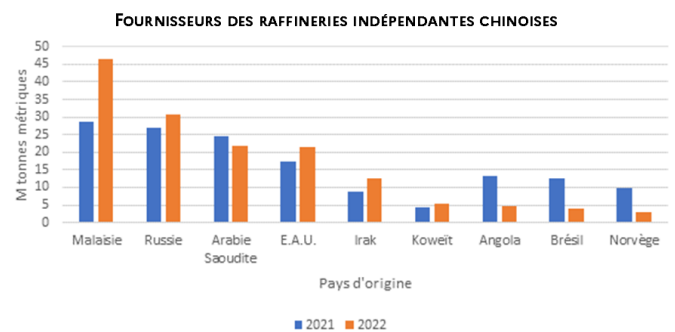
(ii) La stabilisation du taux NIMA autour de sa cible de 285 000 IRR pour 1\$ a été rendue possible par le rapatriement de 3,3 Mds\$ de recettes de la vente de pétrole et produits pétrochimiques au mois de Dey, finançant l'importation de biens essentiels, de matières premières et de machines au taux NIMA ;

(iii) Outre le soutien aux marchés des changes de détail par l'injection de 2,1 Mds\$ sur le marché ICE depuis le début de l'année en cours, M. Farzin a annoncé la réorganisation de ces derniers (système « NAKHODA »), d'abord par leur segmentation (espèces/remises ; comptant/à terme), ensuite par la limitation de la position excédentaire des bureaux de change à 30 000 EUR par jour, enfin par l'augmentation du plafond annuel d'achat de devises pour les particuliers de 2 000 à 5 000 EUR.

2. DEMANDE DE BRUT IRANIEN : BILANS ET PERSPECTIVES.

D'après S&P Global Platts, la Malaisie était en 2022 le premier fournisseur officiel de charges d'alimentation aux raffineries indépendantes chinoises (26,8% du total, +63,0% en g.a.) devant la Russie (17,7% du total, +14,1% en g.a.), dont l'ESPO, chargé depuis le terminal de Kozmino (Pacifique), est resté très attractif. Le succès de la Malaisie s'explique, outre la résilience des exportations de mélange de bitume et de brut *Nemina*, par un nouveau type de brut, le *Malaysian Blend* (9,5% du total, +813,6% en g.a.). Ce grade serait l'un de ceux

utilisés par l'Iran pour masquer l'origine de ses cargaisons, avec les bruts *Nemina*, *Oman* et *Iraq*. De fait, les barils iraniens et vénézuéliens auraient représenté 41,3% du total importé par les raffineries indépendantes chinoises au mois de décembre. D'après l'Argus, après avoir rebondi au 4^{ème} trimestre 2022, portés par l'allocation de quotas pour 2023 en avance de phase et la reconstitution des stocks, les enlèvements des raffineries indépendantes chinoises devraient être plus modérés au 1^{er} trimestre 2023, la vague épidémique actuelle amplifiant le ralentissement cyclique autour du nouvel an lunaire. La baisse tendancielle du *spread* Brent/Dubaï pourrait néanmoins préserver les parts de marché des bruts décotés de l'Iran, indexés sur le *Dated Brent*, par rapport aux autres sulfureux du Moyen-Orient. Malgré une cotation en dollars ou en euros, les transactions seraient majoritairement réglées en yuans.



Source : S&P

3. ANNULATION DE LA HAUSSE DE 30% DU PRIX DES BILLETS D'AVION.

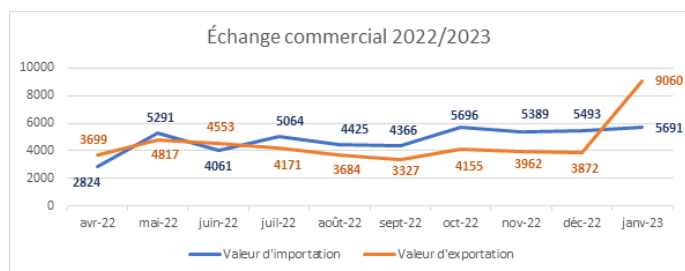
Le juge administratif a prononcé l'annulation de la hausse de 30% du prix plafond des billets d'avion décidée il y a cinq mois par le Conseil Suprême de l'aviation civile, au motif que la décision aurait été prise de manière irrégulière. Désormais, la Cellule de régulation du marché sera responsable de la détermination du prix des billets d'avion. Parallèlement, le chef de la section importante et nationale de l'Organisation des pénalités d'État a infligé des amendes s'élevant à 1190 Mds IRR (4,2 M\$) à huit compagnies aériennes pour « hausse arbitraire du prix des billets d'avion ». Gholamreza Salehi, le secrétaire-général de l'Association des compagnies aériennes, a rappelé que 15,7 M de personnes avaient pris un vol intérieur en 2021/2022, avec un taux d'occupation de 75%, et 3,3 M de personnes avaient pris un vol international assuré



par une compagnie iranienne, avec un taux d'occupation de 69%.

4. HAUSSE DE 16,8% DES IMPORTATIONS DE BIENS « HORS PÉTROLE ».

D'après les Douanes, au cours des dix premiers mois de l'exercice 2022/2023, la valeur des exportations hors pétrole se serait élevée à 45,3 Mds\$ (+2,9% en g.a.) et celle des importations aurait atteint 48,3 Mds\$ (+16,8% en g.a.), soit un **déficit commercial « hors pétrole » de 3 Mds\$**. Les cinq principaux clients auraient été la Chine (12,6 Mds\$), l'Irak (8,9 Mds\$), la Turquie (6,6 Mds\$), les E.A.U (4,8 Mds\$) et l'Inde (1,6 Md\$), et les cinq premiers fournisseurs les E.A.U (15,0 Mds\$), la Chine (12,7 Mds\$), la Turquie (5,1 Mds\$), l'Inde (2,4 Mds\$) et l'Allemagne (1,5 Md\$).



5. LÉGÈRE APPRÉCIATION DU RIAL.

Le rial aurait regagné, cette semaine, 3% de sa valeur par rapport au dollar sur le marché parallèle, à 435 500 IRR pour 1\$. Les autorités iraniennes portent ce résultat au crédit de la Banque Centrale, dont le contrôle renforcé du marché – en particulier l'obligation faite aux importateurs et exportateurs de vendre leurs devises aux cours définis par la Banque centrale – commencerait à porter ses fruits.

ISRAËL

1. SEVEN ELEVEN OUVRE UNE DOUZAINNE DE MAGASINS À TEL AVIV.

L'enseigne de commerce de proximité 7-Eleven ouvrira prochainement une douzaine de magasins à Tel Aviv. L'enseigne se concentrera sur le secteur alimentaire et a l'intention de concurrencer les quelques 10 000 kiosques et magasins de proximité que compte le pays. Une gamme de 2 000 produits sera proposée. Il s'agit d'une avancée de plus dans la modernisation en cours de la distribution en Israël.

2. PRODUCTIVITÉ ET INFRASTRUCTURES, LES DEUX DÉFIS DE L'ÉCONOMIE POUR LA DÉCENNIE À VENIR.

Un comparatif entre Israël et six pays de l'OCDE (Suède, Autriche, Tchéquie, Belgique, Danemark et Pays Bas) fait ressortir la croissance rapide d'Israël dont le PIB a doublé en 22 ans quand celui des autres pays se contentait d'augmenter en moyenne de 40%. Cette performance trompeuse semble uniquement due à la croissance démographique car Israël reste très en deçà de ses pairs en matière de productivité. Le revenu pour une heure travaillée, ajusté en parité de pouvoir d'achat, est de 43 USD en Israël quand il est de 66 USD en moyenne dans les six pays européens. L'écart s'est même légèrement accru en 22 ans. Par ailleurs, le ratio du capital brut par employé est de l'ordre de 280 000 USD en Israël alors qu'il est de 590 000 USD dans les six pays ; cette différence illustre le retard d'Israël en matière d'infrastructures publiques, un retard que le pays s'efforce de combler, notamment dans les transports.

3. ISRAEL CITIZENS FUND ACCÉLÈRE SA CROISSANCE.

Le fonds souverain israélien (Israel Citizens Fund) régi par une loi de 2018 se monte actuellement à 4,5 Mds ILS (1,2 Md EUR). Il est opérationnel depuis 6 mois et approvisionné par les prélèvements effectués sur les profits liés à l'exploitation des ressources naturelles, essentiellement le gaz. Une accélération de l'approvisionnement du fonds est perceptible sur 2022 et devrait perdurer. Les prélèvements « confirmés » début 2023 se montent déjà à 1,59 Md ILS (435 M EUR) plus de 3,5 fois le montant « confirmé » depuis le début de l'existence du fonds souverain.

4. UN PROJET DE RÉFORME DE LA JUSTICE INQUIÈTE LES MILIEUX ÉCONOMIQUES.

Des dirigeants d'entreprises du monde de la Tech, ainsi que plusieurs universitaires et même d'anciens présidents du conseil national de l'économie et le gouverneur de la banque centrale, ont fait part publiquement de leurs réserves quant au risque d'affaiblissement de l'indépendance de la justice en Israël. Ils estiment notamment que la réforme dissuadera les IDE en rapprochant trop le pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif.



JORDANIE

1. COUAC SUR LE SALAIRE MINIMUM.

La sécurité sociale a annoncé, lundi 23 janvier, une revalorisation du salaire minimum pour 2023, conformément à la décision de 2020 du Comité trilatéral sur le travail (représentants du gouvernement, employeurs et employés). Le Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Approvisionnement et du Travail, Yousef Shamali, a démenti cette annonce le lendemain. Le salaire minimum devait passer de 260 JOD (367 USD) à 271 JOD (382 USD), une augmentation calculée sur la base du taux d'inflation des 11 premiers mois de 2022 soit + 4,22 %. Finalement, le salaire minimum restera à 260 JOD pour les Jordaniens et 230 JOD pour les travailleurs étrangers. Ces niveaux restent bien en deçà du seuil de pauvreté absolue par ménage qui s'élevait à 480 JOD (soit 677 USD) par mois avant la pandémie et qui doit avoir augmenté depuis. Le Comité trilatéral sur le travail devrait se réunir à ce propos dans les prochains jours.

2. PERFORMANCES DU FONDS D'INVESTISSEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN 2022.

Ezzeddin Kanakrieh, directeur du SSIF (*Social Security Investment Fund*), a annoncé les résultats du fonds en 2022. Le total des actifs est passé de 12,3 Mds JOD (17,3 Mds USD) fin 2021 à 13,8 Mds JOD (19,5 Mds USD) fin 2022, soit une augmentation de +12 % (1,5 Md JOD, 2,1 Mds USD). Le portefeuille d'obligations représente 55,6%, suivi par les actions avec 19%, les instruments du marché financier 13,3%, les investissements immobiliers 5,8%, les prêts 3,1% et le portefeuille touristique 2,4%. Le portefeuille d'obligations s'est élevé à 7,6 Mds JOD (10,7 Mds USD), avec un taux de rendement de 5,9 %. Les revenus du Fonds s'élèvent à 685 M JOD (966 M USD) soit une augmentation de 15,4 % par rapport aux revenus de fin 2021 s'élevant à 593,5 M JOD (836,8 M USD). Des projets sont en cours comme la réhabilitation du Crowne Plaza Hotel de Petra, de nouvelles installations à Aqaba et également la quatrième station d'énergie solaire pour couvrir les besoins en électricité des hôtels appartenant à la sécurité sociale. Le SSIF étudie un certain nombre d'opportunités d'investissement potentielles dans divers secteurs : services financiers, exploitation minière, télécommunications, tourisme, agriculture et développement immobilier et les projets PPP.

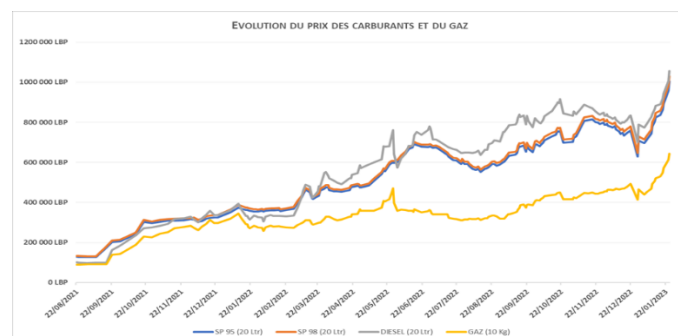
3. PUBLICATION DU JORDAN ECONOMIC MONITOR (FALL 2022).

La Banque Mondiale vient de publier son «*Jordan Economic Monitor*» pour l'automne 2022. Le rapport retient que la croissance jordanienne a dépassé les attentes au cours du premier semestre de 2022 (+2,7 %) grâce à un fort rebond du tourisme international, la réouverture complète de l'économie et l'amélioration des exportations. Toutefois, le rebond de l'activité économique ne s'est pas reflété sur les indicateurs du marché du travail. L'inflation a atteint son plus haut niveau depuis 2018, mais reste contenue par rapport aux niveaux de la région, en raison des subventions temporaires aux carburants et d'un certain nombre d'autres mesures de contrôle des prix introduites en 2022. Pourtant, le soutien non ciblé aux subventions a eu un coût budgétaire. La Banque Centrale jordanienne a resserré sa politique monétaire pour suivre la politique de la FED malgré le maintien de programme de financement à des taux avantageux. Enfin, le rapport consacre une partie importante sur l'impact de l'investissement public sur le développement.

LIBAN

1. LA CHUTE DE LA LIVRE LIBANAISE PROVOQUE DES PERTURBATIONS SUR LE MARCHÉ DES CARBURANTS.

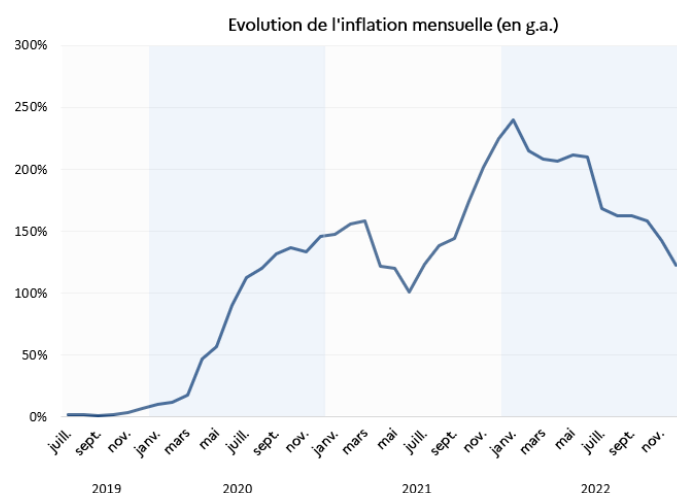
Le début de l'année 2023 marque une nouvelle étape dans la dépréciation de la livre libanaise face au dollar, atteignant un taux record de 62 000 LBP pour 1 USD au 27/01/2023. Cette situation entraîne une augmentation soutenue des prix de l'essence, fixés quotidiennement en livres libanaises par le gouvernement (+32% depuis fin décembre). La volatilité observée sur le marché de change parallèle a conduit à la fermeture temporaire de certaines stations-service, une partie des distributeurs préférant attendre la mise à jour des tarifs.





2. BAISSÉ DE L'INFLATION EN FIN D'ANNÉE 2022.

Selon l'Administration centrale de la statistique (CAS), l'indice des prix à la consommation (IPC) moyen a augmenté de +171% en 2022 par rapport à 2021. Cette hausse est supérieure à celle enregistrée en 2021 (+155%) et en 2020 (+85%). L'inflation calculée en glissement annuel décroît toutefois depuis le mois de juin (+218%) et atteint +122% en décembre. Ces chiffres agrégés doivent être interprétés avec prudence car la pondération du panier de consommation n'a pas été mise à jour depuis 2012 (le poste « eau, électricité, gaz » ne représentant ainsi que 12% du panier et le poste « transports » 13%). La hausse des prix reste particulièrement marquée en décembre dans les secteurs de la communication (x4), de l'énergie et de l'eau (x1,4) et de l'alimentation (x1,3).



3. MISE EN ŒUVRE DU PRÊT DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'ACHAT DE BLÉ.

Le Ministre libanais de l'Économie a annoncé qu'une première livraison de 30 000 tonnes de blé, financée grâce au prêt de la Banque Mondiale, est prévue pour mi-février. La consommation mensuelle de blé

au Liban étant d'environ 23 000 tonnes, selon le Ministre libanais de l'économie, le prêt de 150 M USD devrait couvrir, en fonction de l'évolution des prix mondiaux, 9 à 12 mois d'importations de blé. En outre, le Ministre de l'Économie a annoncé son intention de mettre en place un système de subventionnement du pain à l'issue du prêt.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH